

Les métaphores de l'austérité. Abolition et préservation de l'autonomie du champ politique dans les discours de crise en Italie et en Espagne

The metaphors of austerity. Abolishing and preserving the autonomy of the political field in the discourses of crisis in Italy and Spain

Las metáforas de la austeridad. Abolición y preservación de la autonomía del campo político en los discursos de crisis en Italia y España

Arthur Borriello



Édition électronique

URL : <http://mots.revues.org/22933>

DOI : 10.4000/mots.22933

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2017

Pagination : 21-36

ISSN : 0243-6450

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Arthur Borriello, « Les métaphores de l'austérité. Abolition et préservation de l'autonomie du champ politique dans les discours de crise en Italie et en Espagne », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 115 | 2017, mis en ligne le 21 novembre 2019, consulté le 06 novembre 2017. URL : <http://mots.revues.org/22933> ; DOI : 10.4000/mots.22933

Les métaphores de l'austérité. Abolition et préservation de l'autonomie du champ politique dans les discours de crise en Italie et en Espagne

Introduction

There is no alternative. La célèbre formule thatchérienne a été systématiquement invoquée durant la crise de la zone euro, qui a vu les élites politiques européennes et nationales justifier les mesures d'austérité impopulaires au nom de la rationalité économique. En Italie et en Espagne, des gouvernements a priori très différents se sont succédé, sans que les politiques économiques menées, ni leurs modes de justification, ne subissent d'inflexion majeure. Un tel discours tend cependant à remettre en cause la raison d'être des acteurs politiques : si la logique économique est pleinement autonome et contraignante, s'il n'existe plus de marge de manœuvre pour les décideurs politiques, que devient le rôle de ces derniers ?

Dans cet article, je m'intéresse à cette tension dans les discours de légitimation des plans d'austérité en Italie et en Espagne, à travers une analyse comparée des discours de trois chefs d'exécutif : Mario Monti, José Luis Zapatero et Mariano Rajoy. Le choix de ces trois acteurs politiques d'obédiences différentes répond à la volonté d'analyser les caractéristiques communes du discours d'austérité, par-delà les différences partisans et les contextes nationaux. L'hypothèse centrale que je défends est que le discours d'austérité est traversé par une tension fondamentale entre, d'une part, l'affirmation de l'autonomie et de la primauté de l'économie vis-à-vis de la sphère politique, et, d'autre part, la nécessité de contrebalancer le fatalisme auquel conduit cette logique par un discours volontariste qui tente de préserver l'autonomie du champ politique sur un plan symbolique. L'analyse porte sur un corpus représentant 302 interventions des trois chefs d'exécutif au cœur de la crise de la zone euro, entre 2010 et 2013. Elle consiste en une étude systématique du rôle joué par les métaphores – intervenant de façon cruciale dans la représentation des phénomènes économiques et politiques, en particulier en période de crise – dans cette double dynamique du discours d'austérité.

L'article est structuré en quatre sections. Dans la première, je m'appuie sur la distinction entre *le* politique et *la* politique pour suggérer une approche originale du discours politique en général, et du discours de légitimation des plans d'austérité en particulier. Dans un deuxième temps, je présente les grandes caractéristiques de mon corpus et la méthode d'analyse choisie. L'analyse empirique fait l'objet de la troisième et de la quatrième sections, chacune dédiée à l'un des deux volets de l'hypothèse. Enfin, la conclusion me permet de revenir sur les résultats de l'analyse pour réfléchir aux pistes de recherche qu'ils ouvrent.

Du politique à *la* politique : les tensions d'un discours hégémonique

Comment appréhender le discours d'austérité et rendre compte des points communs qu'il présente, au-delà de ses variations contextuelles, tout en essayant de capturer son essence paradoxale ? Je propose d'avoir recours, pour ce faire, à la distinction classique entre *le* politique et *la* politique, qui à la fois permet de définir l'objet « discours politique » dans toute son épaisseur, et fournit un cadre d'analyse pertinent pour saisir le discours d'austérité.

Cette distinction conceptuelle¹ permet de résoudre certaines difficultés qui entourent la définition du discours politique, par rapport à laquelle les auteurs sont généralement partagés entre deux acceptions. La première, focalisée sur le contexte de production du discours, qualifie de « politique » tout discours tenu par les acteurs politiques dans le contexte de leur activité (Le Bart, 1998 ; Fiala, 2007) ; la seconde se focalise sur le contenu du discours et considère qu'est politique « tout discours dont le contenu aborde des problèmes de politique, peu importe la source de ce discours : qu'il émane d'un homme politique, d'un journaliste ou d'un citoyen *lambda* » (Delmas, 2012, p. 105). Ces définitions, bien qu'elles soient tout à fait fonctionnelles pour l'étude empirique du discours politique, sont obligées de reposer sur une identification relativement arbitraire, soit du caractère politique de l'énonciateur, soit du caractère politique de l'énoncé.

Bien qu'elle ne résolve évidemment pas tous les problèmes, la distinction entre *la* et *le* politique permet à mon sens de réduire la part d'arbitraire, de saisir cette double dimension du discours politique et de préciser le rapport qui existe entre elles.

1. Dans la perspective des auteurs qui emploient cette distinction, *la* politique renvoie à une sphère particulière au sein de la société, tandis que *le* politique désigne le moment instituant qui détermine la configuration de la société dans son ensemble (Lefort, 1986, p. 20). Pour un approfondissement de cette distinction et du rôle qu'elle joue dans la théorie politique contemporaine, voir notamment : Mouffe, 2005 et Marchart, 2007.

Du point de vue de *la* politique, le discours politique est un *type* de discours (Maingueneau, 2009) émanant d'une sphère d'activité sociale spécifique. Dans cette perspective, on appréhende la politique comme une logique sociale, puisque l'on cherche à « caractériser les pratiques d'un domaine social particulier » (Glynos et Howarth, 2007, p. 133). On étudie alors les normes discursives qui pèsent sur les acteurs politiques, fondent les invariants du récit politique et forment l'*illusio* (Bourdieu, 1998, p. 71) constitutive de leur champ, c'est-à-dire « ce consensus (souvent invisible de l'intérieur) qui rend les jeux internes au champ non seulement possibles mais même partiellement prévisibles » (Le Bart, 2003, p. 99). Ce consensus repose notamment sur l'affirmation de la « grandeur originelle » (la sacralisation du suffrage universel) et de la « grandeur fonctionnelle » (l'efficacité à transformer la société) du pouvoir politique (Le Bart, 2003, p. 100). Parce qu'ils participent de la légitimation du champ politique et de son autonomie, ces éléments ne sont jamais remis en cause par les acteurs du champ et déterminent donc des indicibles politiques (l'inanité du processus électoral et l'impuissance politique). Toutefois, ces normes sont le produit d'un processus historique contingent d'auto-nomisation de la sphère politique ; pour ne pas essentialiser cette sphère et les normes qui y prévalent, il faut également tenir compte de la façon dont le discours politique contribue à les redéfinir continuellement.

Le politique, comme seconde perspective d'analyse, déplace la focale sur les processus d'institution ou de contestation qui « défient, perturbent, déplacent, introduisent ou enracinent des logiques sociales » (Glynos *et al.*, 2012, p. 299). On s'intéresse alors aux processus de (ré)institution des normes du champ politique, donc aux formes de lutte politico-discursives entourant la définition de la sphère politique elle-même et de sa place dans l'économie générale du social. On cherche à mettre en évidence des formations discursives, ces « systèmes de dispersion » (Foucault, 1969, p. 56-57) qui ne correspondent pas à des frontières sociales établies mais interviennent de façon transversale dans l'ensemble des régions du social : « une formation discursive est un ensemble de perspectives – de points de vue – sur les choses et sur les hommes ; elle marque le caractère interprétatif de toute médiation entre les acteurs et leur environnement ; c'est un autre nom pour la dimension symbolique de la Cité » (Sommerer, 2005, p. 195). En envisageant les formations discursives à partir d'un regard gramscien rappelant les conditions politiques de leur émergence, de leur formation et de leur domination (Howarth, 2002), l'analyse du discours politique sous l'angle *du* politique ouvre alors un espace permettant d'analyser les luttes pour l'hégémonie entre formations discursives concurrentes.

Cette double perspective analytique peut être appliquée au discours d'austérité². D'une part, le discours d'austérité est politique au sens où il procède

2. Malgré la stratégie discursive de Zapatero consistant à rappeler régulièrement que les mesures

d'une formation discursive particulière (le néolibéralisme), à prétention hégémonique, qui redéfinit le rapport entre la sphère économique et la sphère politique. D'autre part, le discours d'austérité doit, comme tout discours politique, répondre aux normes d'un espace de pratiques sociales : le champ autonome de la politique. Mon hypothèse est que ces deux dimensions sont susceptibles d'entrer en tension l'une avec l'autre, et que le point commun entre les discours de légitimation des plans d'austérité réside précisément dans leur tentative continuelle de dépasser cette tension.

D'une part, le discours d'austérité procède du discours néolibéral, en ce qu'il opère une reconfiguration sectorielle (*restructuring*) de la société, définie comme « la réorganisation des relations structurelles établies entre les domaines de la vie sociale » (Fairclough, 2001, p. 127). Cette reconfiguration s'apparente essentiellement, en termes polanyiens, à un désenchantement de l'économie vis-à-vis du reste du social³. Elle bouleverse en particulier le rapport entre la sphère économique et la sphère politique, en instituant la première comme sphère autonome dont la logique s'impose et prévaut au-delà de ses frontières et en transformant la seconde en simple instance d'adaptation aux exigences du marché. Cette logique est parfaitement capturée dans l'expression thatchérienne bien connue et déjà évoquée selon laquelle « il n'y a pas d'alternative », que l'on a pu voir reflourir durant la crise de la zone euro.

D'autre part, lorsqu'un tel discours est énoncé d'un lieu aussi spécifique que la tête d'exécutifs nationaux, il doit se conformer aux règles du jeu qui y prévalent. Le fatalisme auquel le discours d'austérité conduit met en question l'autonomie du champ politique dans son ensemble et la légitimité des acteurs qui s'y rattachent. À force d'externaliser les responsabilités et de nier le caractère incontournable du moment de la décision politique, les politiciens s'exposent au « syndrome de Tocqueville » (Mair, 2005, p. 20), c'est-à-dire à la difficulté de justifier leurs privilèges au vu de l'inanité de leur action. En d'autres termes, le fatalisme du discours d'austérité se heurte aux indicibles du champ politique. Pour cette raison, il est fort probable que les acteurs politiques cherchent à compenser cette impression d'impuissance en développant un discours particulièrement volontariste et moralisant qui se conforme aux exigences symboliques de leur fonction et préserve l'*illusio* de la grandeur fonctionnelle du champ auquel ils appartiennent.

d'austérité de son gouvernement ne se font pas au détriment de la cohésion sociale, il faut remarquer que, contrairement à ce qui s'était produit lors du tournant de la rigueur en France dans les années 1980 (Boyer, 1988), le terme « austérité » est ici relativement assumé par chacun des trois acteurs et régulièrement employé, ce qui pourrait indiquer une certaine normalisation de son utilisation, y compris au centre-gauche de l'échiquier politique.

3. L'une des particularités du néolibéralisme est qu'il opère également une reconfiguration territoriale (*rescaling*) du social, en faisant advenir le marché global dont il prétend simplement constater l'existence, et en poussant à la constitution de grands ensembles régionaux (comme l'Union européenne) en compétition les uns avec les autres. Néanmoins, l'articulation de ces deux dimensions (sectorielle et territoriale) ayant été traitée ailleurs (Borriello, 2017), je ne l'aborde pas dans le présent article.

Corpus et méthodologie

Il existe beaucoup d'autres approches possibles que l'analyse des métaphores pour étudier le discours d'austérité⁴ ; j'ai néanmoins choisi de me concentrer sur celles-ci dans le cadre de cet article, sachant que leur omniprésence dans le discours fournit un prisme idéal pour évaluer la pertinence de mon hypothèse. La linguistique cognitive nous a appris que les métaphores, loin de remplir une simple fonction stylistique et accessoire dans le discours, jouent un rôle crucial dans les processus cognitifs puisqu'elles permettent « de comprendre quelque chose (et d'en faire l'expérience) en termes de quelque chose d'autre » (Lakoff et Johnson, 1985, p. 15). Ce rapprochement conceptuel tend à projeter sur le domaine cible (le domaine conceptuel auquel appartient l'objet exprimé métaphoriquement) des caractéristiques propres au domaine source (le domaine conceptuel d'où provient l'expression métaphorique) tout en laissant d'autres aspects du domaine cible dans l'ombre (Boers, 1997, p. 231) : c'est l'hypothèse d'invariance, qui veut que la logique du domaine source soit préservée dans l'utilisation de la métaphore, élément qui se révèle crucial lorsque des phénomènes politiques et économiques sont décrits métaphoriquement.

Les métaphores ne prennent toutefois réellement leur sens que dans le contexte plus large du récit qu'elles contribuent à soutenir : « elles n'établissent pas simplement une comparaison entre une chose et une autre mais, d'une façon plus subtile, elles impliquent généralement un récit entier et la prescription d'une action » (Stone, 2012, p. 171). Si la crise financière est décrite comme une *tempête* plutôt que comme une *hold-up*, l'action du gouvernement suggérée n'est pas de poursuivre les agents responsables de son avènement, mais bien de faire preuve de prudence devant un phénomène incontrôlable et de limiter les dégâts en attendant que la situation s'améliore. Les métaphores sont donc cruciales dans le discours politique, en particulier en période de crise où elles contribuent à atténuer l'anxiété en fournissant des cadres interprétatifs permettant de donner un sens à la situation et de suggérer une ligne d'action.

La méthode d'analyse des métaphores utilisée ici comporte trois étapes : l'identification, la catégorisation et l'analyse. Dans un premier temps, j'ai recherché les expressions métaphoriques dans le corpus traduit en français par mes soins à partir de termes clefs liés au domaine cible⁵, sachant qu'il est impossible de connaître à l'avance les domaines sources et les termes à travers

4. Voir *infra* p.34.

5. Les termes économiques sélectionnés sont les suivants : *banque, budget, capital, croissance, crédit, crise, déficit, dépense, dette, économie, épargne, euro, finance, marché, monnaie, récession, recette, salaire, surplus*. Ils ont été choisis en fonction de leur intervention supposée dans le domaine étudié (le domaine économique, fiscal et financier) et ont été lemmatisés, c'est-à-dire qu'ils incluent les différents lexèmes correspondant à une même racine (*finances(s), financier(s), financière(s), financement(s)*, etc.).

lesquels ils se manifesteront (López et Llopis, 2010, p. 3301). J'ai alors systématiquement relevé les expressions métaphoriques apparaissant dans l'environnement lexical immédiat de ces termes. Dans un deuxième temps, j'ai recensé les métaphores en les classant en fonction de leur domaine source : éléments naturels, domaine médical/organique, trajet et guerre/combat. J'ai retenu ces catégories en particulier car elles satisfaisaient trois critères : (1) leur présence dans le corpus est numériquement significative, (2) elles sont connues de la littérature pour le rôle qu'elles jouent dans la naturalisation des phénomènes économiques et/ou dans la mise en scène du volontarisme et de la conflictualité politique⁶, et (3) elles recouvrent essentiellement des métaphores dites « animées », mais également quelques métaphores dites « inanimées » (Charteris-Black, 2000), ce qui permet de comparer le rôle différent joué par ces deux catégories dans le récit de l'action politique⁷.

Enfin, dans un troisième et dernier temps, j'ai analysé la façon dont les métaphores les plus significatives s'inscrivent dans le discours d'austérité et contribuent à en déterminer le sens.

L'analyse porte sur un corpus reprenant 302 interventions de toutes sortes (déclarations d'investiture, interviews, débats parlementaires, conférences de presse, etc.) de Mario Monti, José Luis Zapatero et Mariano Rajoy⁸, provenant du site officiel des gouvernements italien et espagnol (Tableau 1). Ces interventions couvrent un intervalle temporel allant de janvier 2010 à mars 2013. Pour J. L. Zapatero, j'ai retenu les interventions entre janvier 2010 (date des premières mesures d'austérité en Espagne) et la fin de son mandat, en décembre 2011. Pour M. Rajoy, je me suis limité aux discours prononcés durant la première année de son mandat, soit de décembre 2011 à décembre 2012, sachant que cette période couvre les trois principaux plans d'austérité entrepris par son gouvernement. Enfin, j'ai repris l'intégralité des interventions disponibles de M. Monti durant son mandat, soit de novembre 2011 à mars 2013.

6. Sur le second aspect, voir notamment l'analyse du registre de la navigation dans le discours du général de Gaulle (Labbé, 1995) et de la place de la métaphore guerrière dans la communication politique (Gauthier, 1994).
7. La différence réside essentiellement dans le fait que les métaphores inanimées (dans le cas de mon corpus, il s'agit principalement des métaphores de la catastrophe naturelle) renforcent l'impression selon laquelle les phénomènes ainsi décrits sont imprévisibles et incontrôlables, tandis que les métaphores animées impliquent une certaine capacité de contrôle de la part des acteurs politiques (les domaines médical et botanique, par exemple, leur permettent de se présenter comme les docteurs ou les jardiniers à même de « soigner » l'économie, d'en stimuler la croissance et d'en récolter les fruits).
8. La comparaison de l'Italie et de l'Espagne s'impose presque d'elle-même, à la fois en raison de leur culture politique comparable et de leur appartenance à la même catégorie d'États structurellement déficitaires au sein de la zone euro. En outre, les scénarios politiques différents dont ils ont été les théâtres pendant la crise (le passage d'un gouvernement de centre-gauche à un gouvernement de centre-droit en Espagne et la nomination d'un gouvernement dit « technique » en Italie) fournissent une occasion idéale d'étudier les caractéristiques communes du discours d'austérité en dépit de ces différences.

Tableau 1. Principales caractéristiques lexicométriques du corpus

	M. Monti	M. Rajoy	J. L. Zapatero
Textes	58	96	148
Nombre d'occurrences	115339	254469	415484
Nombre de formes	13196	6396	8589
Nombre d'hapax	6330	2511	3398
Nombre moyen d'occurrences par forme	8,74	39,79	48,37
Nombre moyen d'occurrences par texte	1988,60	2650,72	2826,42

Une précision est nécessaire au sujet de l'ambition principale de l'article et des choix méthodologiques qui la servent. J'essaie ici d'établir quelles sont les caractéristiques « du » discours d'austérité au-delà de ses contextes d'énonciation particuliers, au détriment des différences déterminées par la position idéologique de l'énonciateur, le contexte national ou la phase spécifique de la crise dans laquelle est prononcée chaque intervention. Je ne nie pas pour autant l'existence de ces différences entre « les » discours d'austérité : il est évident, en particulier, que le contexte temporel et l'image spécifique associée à chaque acteur exercent une contrainte importante sur les registres qu'ils emploient⁹. Cependant, bien que la volonté d'étudier les variations du discours d'austérité et celle d'en étudier les points communs ne soient pas contradictoires, les combiner suppose le développement d'un appareil conceptuel et méthodologique plus complexe qui dépasserait le cadre de cet article.

La naturalisation métaphorique des choix économiques

Un rapide aperçu des fréquences d'utilisation relatives des expressions métaphoriques dans le corpus (Tableau 2) suffit à démontrer leur importance, d'un point de vue numérique, dans le discours des trois acteurs étudiés. Non seulement les métaphores apparaissent à un rythme soutenu chez chacun d'entre eux, mais leur distribution en fonction des différents domaines sources est également comparable d'un acteur à l'autre.

9. On peut penser, par exemple, à la phase initiale de déni de la gravité de la crise chez J. L. Zapatero, au passage progressif de M. Monti du registre de l'urgence des réformes (justifiant son mandat) à celui de leur pérennité (justifiant sa candidature aux élections suivantes), ainsi qu'à l'image cultivée par chacun : celle du technocrate compétent (M. Monti), celle de l'homme de gauche favorable à une austérité « équitable et juste » (J. L. Zapatero), et celle du bon gestionnaire à l'orthodoxie économique assumée (M. Rajoy).

Tableau 2. Fréquences d'utilisation relatives (/10.000 mots) des métaphores en fonction de leur domaine source.

Domaine source	M. Monti	M. Rajoy	J. L. Zapatero
Éléments naturels	6,5	4,2	3,9
Médical/organique	8,9	10	9
Trajet	19,9	24,9	14,6
Guerre/combat	5,6	5,1	4,7
Total	40,9	44,2	32,2

La plupart des domaines sources relevés contribuent à naturaliser les enjeux économiques et à véhiculer l'image d'une sphère économique autonome prévalant sur la sphère politique, cette dernière étant alors réduite au simple rôle d'adaptation à une réalité extérieure objective et contraignante.

Le registre médical est repérable grâce à une série de marqueurs lexicaux qui signalent sa présence¹⁰. Ils peuvent évoquer le corps humain et ses organes (*cœur, colonne vertébrale, appareil circulatoire, sang, tissu*), les symptômes d'une maladie (*dépérissement, hémorragie, paralysie, souffrance, symptôme*), la description de la maladie elle-même, de ses caractéristiques et de ses modes de propagation (*gangrène, virus, grippe, rhume, pneumonie, virulence, contagion, contamination*), l'activité du diagnostic (*examen, diagnostic, radiographie, thermomètre*) ou le traitement préconisé (*aspirine, guérison, médicament, injection, assainissement*). La métaphore médicale incarne parfaitement la façon dont un registre métaphorique concourt à représenter les enjeux économiques d'une certaine manière et à suggérer une action spécifique du gouvernement. Définir la crise et les difficultés économiques comme une maladie implique la nécessité d'un diagnostic et d'un traitement et contribue à occulter les possibles alternatifs en induisant une approche clinique de la politique économique qui suppose l'existence d'un traitement adéquat pour chaque pathologie.

L'Italie avait la fièvre (une forte fièvre), et on ne pouvait la soigner avec une simple aspirine. Elle avait besoin d'un remède qui ne soigne pas seulement les effets extérieurs ou qui ne soulage que les symptômes. Un remède amer, pas facile à digérer. Mais absolument nécessaire. Pour aller au fond et extirper la maladie. Ce qui, pour poursuivre la métaphore jusqu'au bout, est justement les réformes structurelles souvent promises mais jamais réalisées au cours des ans. (M. Monti, 20 décembre 2012)

Nous prenons les mesures nécessaires pour que le crédit revienne. Le système financier est comme le système circulatoire du corps humain : vous pouvez vous sentir bien, alors que, si le sang ne circule pas, c'est un problème. Pour qu'il y ait investissement, il faut d'abord de la confiance, mais il faut aussi du crédit. (M. Rajoy, 10 septembre 2012)

10. Les termes métaphoriques provenant des discours eux-mêmes sont signalés en italique.

Disons que nous sommes en train de remettre en place les pièces de l'économie, nous assainissons et nous éliminons ce qui était le plus négatif, le mauvais cholestérol, qui nous avait fait engraisser, en partie artificiellement, l'économie. (J. L. Zapatero, 26 novembre 2010, nous soulignons)

Outre le domaine médical, les interventions des trois chefs d'exécutif sont parsemées d'expressions métaphoriques représentant les phénomènes économiques comme des phénomènes naturels d'ordre géologique, météorologique et hydraulique. La principale implication de ces métaphores – en particulier des deux premiers registres – est de dépeindre les phénomènes économiques comme des événements inéluctables, advenant sans le concours d'agents responsables, et auxquels le gouvernement doit faire face.

La crise, le déficit et une hypothétique sortie de la zone euro sont présentés comme un *gouffre*, un *abysse* où le pays ne doit pas tomber ; au contraire, les nouveaux facteurs de création d'emplois et de croissance s'apparentent à des *gisements*. Le processus de diffusion mondiale de la crise à partir des États-Unis est décrit comme un *mouvement de plaques tectoniques*, à l'instar de l'accroissement de la dette publique, qui s'apparente selon Monti à une

tendance tectonique transportant imperceptiblement la péninsule italienne vers la péninsule hellénique. (M. Monti, 13 mars 2012)

La crise est également régulièrement décrite comme s'apparentant à des conditions climatiques défavorables : une *tempête* ou une *dépression*, des *turbulences*, *perturbations* ou *évolutions orageuses*. Le mode de propagation des risques, cette fois, n'est plus celui d'un processus tectonique ou de contagion, mais celui de l'*incendie*, justifiant du même coup la mise en place de *pare-feu*, c'est-à-dire de mécanismes européens de sécurité financière. Il s'agit en tous cas d'une force naturelle presque incontrôlable, d'une *spirale récessive* que le gouvernement doit essayer d'*enrayer* ou d'*endiguer*.

Les phénomènes relatifs au domaine financier sont, quant à eux, régulièrement associés au domaine source de l'eau. Ce registre forme un maillage d'associations cohérentes, en particulier autour du thème du crédit, présenté comme un *flux*, un *liquide* qui émane de certaines *sources* et qu'il faut *canaliser* vers l'économie réelle – cette métaphore a d'ailleurs son pendant dans le domaine médical, l'appareil circulatoire. Les difficultés en la matière sont attribuées à un climat de *sécheresse financière* que le gouvernement doit parvenir à dépasser en faisant en sorte que le crédit *irrigue* l'économie et ne soit pas *absorbé* par le secteur public.

L'action publique est également souvent décrite à partir du domaine source du trajet. Les objectifs du gouvernement sont alors présentés comme une *destination* qu'il cherche à atteindre, un *cap* qu'il veut tenir, une *direction* dans laquelle il *avance*. La crise est un obstacle : un *tunnel*, un *nid-de-poule*, une *tempête* ou une zone de *turbulences* que le pays *traverse* et qu'il entend *dépasser*.

Pour ce faire, il faut mener les réformes nécessaires, qui s'apparentent à un *chemin*, une *route*, un *sentier*, ou au mouvement le long de ceux-ci, qui s'oppose à la *stagnation* dans la récession. La métaphore du trajet relie l'ensemble des composantes de la séquence causale décrite dans le discours d'austérité, en mettant en relation les circonstances de l'action publique (les conditions de départ) avec ses objectifs (la destination) et en énonçant les éléments susceptibles d'entraver ou de favoriser ce déplacement d'un point à l'autre. Elle contribue aussi à renforcer le caractère nécessaire de l'action publique et à occulter les options politiques alternatives, en accentuant la tension dramatique du discours, ce qui confère un caractère urgent et épique à l'action du gouvernement, et en présentant les réformes adoptées comme la seule voie possible pour atteindre les objectifs¹¹.

Il y a des choses que nous ne faisons pas de notre plein gré, mais par *pure nécessité*, et d'autres qu'il faut faire, et les Espagnols le savent. Ils savent qu'en ce moment *nous n'avons pas d'autre route que celle de l'austérité, les économies et les réformes*. (M. Rajoy, 16 avril 2012)

Cela ressemble beaucoup à la situation d'un navire assailli par une tempête en haute mer, qui tanguer beaucoup, ce qui alarme les passagers. Qu'il tanguer ne signifie pas qu'il court des risques inévitables, ni qu'il souffre d'une avarie de machines, ni qu'il a perdu le cap, ni que l'équipage ne fait pas son devoir, ça signifie qu'il navigue avec des lames de fond, dans des circonstances plus difficiles qu'habituellement. Mais rien de plus. (M. Rajoy, 2 juin 2012)

La lutte contre cette crise ressemble à une route de montagne sinueuse et étroite. À peine avons-nous dépassé le dernier virage, en évitant le risque du dérapage, que nous affrontons le danger qui point dans le virage suivant [...]. Avec cela, la dernière phase de la crise a révélé abruptement dans le cadre de l'Union la nécessité de coordonner substantiellement les politiques et les équilibres macro-économiques pour stabiliser l'euro et continuer à avancer ensemble. Ne pas le faire reviendrait à perdre fatalement le contrôle du véhicule dans ce que nous espérons être le dernier virage, le dernier obstacle sur le chemin pour récupérer une croissance durable, capable de créer de l'emploi dans le cadre de l'Union. (J.L. Zapatero, 10 décembre 2010)

Ces trois registres métaphoriques convergent donc vers le même point : il n'y a pas d'alternative à l'austérité. La naturalisation métaphorique des phénomènes économiques renforce leur image d'inéluçabilité et réduit l'action politique à l'application du bon traitement face à une maladie, à la réparation d'un

11. La discipline financière est ainsi présentée comme le *chemin adéquat* et *le plus direct* pour sortir de la crise. Cet effacement implicite des alternatives est renforcé par l'utilisation de la variante ferroviaire où le gouvernement ne fait que *remettre l'économie sur les (bons) rails*. On suppose alors l'existence d'une voie optimale pour atteindre le but fixé, que le gouvernement a pour mission de (re)trouver ; les acteurs vont d'ailleurs jusqu'à affirmer explicitement qu'*il n'y a pas d'autre chemin* que les réformes entreprises, sorte de pendant métaphorique du slogan thatchérien.

système d'irrigation, ou à l'engagement sur la seule voie possible pour sortir d'une tempête. À travers ces métaphores, l'économie est dépeinte comme une sphère purement autonome à laquelle les acteurs politiques doivent s'adapter, ce qui a pour conséquence de reconfigurer les frontières de la pratique politique elle-même.

Préserver l'autonomie du champ politique : les métaphores de sa grandeur fonctionnelle

Cependant, puisque ce discours d'austérité émane précisément de la sphère politique, il doit se conformer aux exigences symboliques qui découlent de son autonomie supposée. Or, le caractère impératif et fataliste du discours d'austérité menace cette autonomie en niant aux acteurs politiques toute marge de manœuvre réelle. En l'embrassant, les acteurs politiques risquent de saper les fondements même de leur propre rôle social, d'anéantir les conditions de légitimité de leur activité ; ils doivent donc compenser ce fatalisme en réactivant par d'autres voies la croyance en leur capacité à régir le social.

L'*illusio* de la grandeur fonctionnelle de la pratique politique renaît dans l'espace, aussi étroit soit-il, que le registre impératif ouvre. Celui-ci réduit le champ des possibles à une alternative entre décision et indécision, entre volontarisme et apathie, entre action et immobilisme. Tandis que la question de la nature de la politique économique à mener ne se pose plus, celle de la volonté et de la détermination à agir du gouvernement n'en devient que plus urgente : celui-ci est-il disposé à prendre les mesures qui s'imposent ? Par un étrange renversement, le registre impératif, qui pouvait sembler si délétère pour les acteurs politiques, devient la source de leur légitimité : l'exécutif légitime est celui qui démontre sa détermination à prendre toutes les mesures nécessaires, aussi impopulaires soient-elles. De la même manière, alors que l'austérité ne peut être présentée comme la traduction de demandes sociales préexistantes (puisque, de l'aveu même des acteurs étudiés, elle constitue une *pilule amère* administrée à une population rétive), la légitimation par les résultats prend une place prépondérante dans le discours. Il s'agit alors de convaincre l'audience que les sacrifices ne sont pas vains et que les résultats des politiques menées verront le jour.

L'ensemble des registres métaphoriques animés (médical/organique, trajet, guerre/combat ainsi que, parmi les éléments naturels, le registre botanique) participent à cette réactivation des mythes entourant la pratique politique. Lorsqu'un chef d'exécutif compare la situation de son pays à celle d'un navire en pleine tempête, il ne fait pas que dramatiser et naturaliser des phénomènes économiques, ni occulter symboliquement toute alternative politique en décrétant qu'il n'existe qu'un seul cap à suivre ; il se définit également

comme le capitaine déterminé à mener le navire à bon port, en profitant de l'analogie, ancrée dans l'imaginaire collectif et l'étymologie, qui existe entre l'activité de gouvernement et la conduite d'un navire. De la même façon, présenter l'action du gouvernement comme une *lutte contre la crise* permet également de mettre l'accent sur la détermination de l'exécutif à livrer et remporter les batailles dans lesquelles il se trouve engagé. Qu'il *arpente une route de montagne*, qu'il *avance sur le sentier* qui mène à l'équilibre budgétaire ou qu'il *lutte sur plusieurs fronts* contre les manifestations de la crise et participe à la création d'un *arsenal européen* contre l'instabilité financière, le gouvernement est déterminé à agir.

Nous devons *opérer* de façon urgente pour débloquer le pays, pour *faire sauter les goulots d'étranglement* qui le rendent plus lent que les autres. Certaines *actions* doivent être entreprises pour obtenir des *résultats* immédiats, [...] d'autres *actions* doivent être entreprises mais nécessiteront des années pour produire des *résultats*. Et pourtant, elles sont encore plus importantes. (M. Monti, 7 janvier 2012)

Si le présent n'est pas bon, le futur est nôtre et *ce futur il faut le conquérir*, chaque jour, avec persévérance et effort. Il n'y a pas de *remèdes faciles*, de *mesures miraculeuses* ou de *raccourcis inutiles*. Ce qui se précise c'est *le discernement du cap et la constance du gouvernail pour le maintenir*. (M. Rajoy, 13 novembre 2012)

J'ai dû le faire. Ce sont les exigences de gouverner, sachant qu'en de nombreuses occasions ou en certaines occasions tu dois prendre des décisions qui aujourd'hui ne te plaisent pas, mais dont demain on dira que *c'est grâce à ces décisions que nous avons pu faire en sorte que le bateau ne sombre pas et que nous sommes revenus à un cap de navigation raisonnable* où l'ensemble des citoyens s'est remis à voir la perspective du bien-être. (J. L. Zapatero, 2 juin 2011)

Toutefois, l'expression de la détermination du gouvernement ne peut pas à elle seule préserver la croyance en la grandeur fonctionnelle du pouvoir politique ; il faut également convaincre l'audience de sa capacité effective à régir le social, à influencer positivement la situation économique en obtenant des résultats tangibles. La promesse de résultats futurs et leur horizon temporel de long terme – qui cohabite dans le discours avec le registre de l'urgence – sont également soutenus par les expressions métaphoriques : la représentation des réformes sous les traits d'un combat acharné, d'une activité agricole, d'un traitement médical ou d'un déplacement le long d'une route, justifie pleinement l'apparition tardive d'effets positifs en même temps qu'elle la garantit. Il faut savoir patienter pour cueillir les *fruits* des réformes, mais en toute confiance : *après le temps des semailles vient le temps de la récolte*. Traiter les maux dont souffre l'économie demande du temps : bien que l'assainissement procède rapidement, *il suppose un processus de digestion difficile*. Enfin, le *chemin des réformes économiques*, malgré son absence d'effets immédiats, finira par produire des effets tangibles. Ces métaphores sont régulièrement associées à un registre épique, dans lequel le pays est personnifié sous les

traits du héros dont on exalte la capacité à surmonter les crises passées, présentes et futures, et qui finit par conférer au discours une dimension eschatologique : *les sacrifices ne sont pas vains*, ils sont la promesse d'un *salut* futur.

Aujourd'hui nous lançons un défi important pour *le futur de l'Italie* et pour le futur de la dignité et de la force avec laquelle l'Italie sera dans *la cabine de pilotage de l'Europe*. On projette enfin le *futur* [...] Il ne faut jamais se décourager, *après le temps des semilles arrive également le temps de la récolte*. (M. Monti, 20 décembre 2012)

La discipline budgétaire paie. Elle impose des sacrifices douloureux aux citoyens, requiert parfois des choix pénibles et difficiles, mais au final produit des résultats [...] La discipline budgétaire n'est pas un hiver qui gèle toute politique de croissance, c'est la base solide sur laquelle construire une croissance saine et durable. (M. Monti, 25 mars 2013)

Nous avons fait beaucoup durant ces quatre mois de gouvernement, mais je vous dis que *nous sommes encore au kilomètre zéro d'une longue route réformiste qui se prolongera jusqu'au dernier jour de cette Législature*; une route réformiste qui, en plus, et cela la rend particulièrement dure, *ne donne pas de fruits immédiats dans son sillage*, mais je vous assure qu'elle marquera un avant et un après dans la capacité de l'économie espagnole pour croître et créer de l'emploi [...]. (M. Rajoy, 16 avril 2012)

L'effort d'aujourd'hui, [...] le sacrifice que nous demandons aux citoyens, est la prospérité de demain. (J. L. Zapatero, 10 juin 2010)

Cela nous demandera du temps et des efforts [...] parce que l'économie espagnole a accumulé un endettement élevé des familles et des entreprises et cela, bien qu'on l'assainisse rapidement, suppose toujours un processus de digestion difficile. (J. L. Zapatero, 1^{er} octobre 2010)

À travers ces métaphores, les acteurs se conforment aux règles du champ politique et contribuent donc à en préserver l'autonomie sur un plan symbolique. Ils réaffirment la grandeur fonctionnelle de leur charge que leur discours tend à remettre en question par sa consécration de l'autonomie et de la primauté de la logique économique. Les acteurs sont ainsi tiraillés entre les dimensions constituante et constituée de leur discours, entre la représentation spécifique du réel qu'il construit (la soumission de l'activité politique à la sphère économique) et son appartenance à un déjà-là à partir duquel il est énoncé (une sphère politique supposément autonome).

Conclusion

Cet article a permis de montrer que le discours d'austérité est de nature profondément ambivalente, tant il se trouve coincé entre l'appartenance à un discours hégémonique qui soumet le champ politique à la logique économique,

et la nécessité de satisfaire aux exigences symboliques du champ dont proviennent les sujets de l'énonciation. Les métaphores jouent un double rôle dans cette dynamique : grâce à leur capacité à projeter les caractéristiques d'un domaine conceptuel sur un autre, elles contribuent tour à tour à naturaliser les phénomènes économiques et à restaurer l'apparente détermination et capacité d'action des acteurs politiques.

La distinction entre *le* et *la* politique s'est révélée fructueuse pour étudier le discours politique d'austérité et pourrait être appliquée, au-delà d'une analyse des métaphores, à l'ensemble des dimensions à travers lesquelles l'ambivalence de ce discours se manifeste. Ce prisme d'analyse permettrait d'intégrer la plupart des caractéristiques linguistiques connues du discours d'austérité – notamment la construction discursive de l'évidence économique (Guilbert, 2011), de l'unité du corps social et de la crise comme état d'exception (Fonseca et Ferreira, 2015), l'invocation de la contrainte extérieure et sa coexistence avec un registre éthico-religieux construisant l'austérité comme « vertu », etc. (Borriello, 2014) – dans un même cadre interprétatif montrant la tension qui existe entre, d'une part, la soumission de la décision politique à une logique économique supposément autonome et, d'autre part, la nécessité de préserver l'autonomie du champ politique sur un plan symbolique.

Enfin, l'analyse présentée dans cet article comporte aussi deux grands points aveugles qui constituent autant de pistes de recherche possibles pour la compléter et, le cas échéant, la nuancer.

En premier lieu, l'approche gagnerait à inclure les variations qui contiennent à se manifester entre le discours des différents acteurs en fonction du contexte d'énonciation, qu'il s'agisse de la culture politique nationale, de la séquence temporelle de la crise ou du positionnement spécifique du locuteur au sein du champ politique. Sur le plan empirique, cela permettrait de montrer comment les points communs « du » discours d'austérité s'articulent avec les caractéristiques spécifiques « des » discours d'austérité. Sur le plan théorique, cela encouragerait le dialogue et la conciliation entre deux approches du discours : une sociologie du discours politique qui rapporte les énoncés à leur contexte d'énonciation mais tend à négliger l'investigation philosophique de leurs conditions de possibilité, et une théorie politique du discours qui s'intéresse à la nature politique du discours sur un plan ontologique, mais reste trop souvent orpheline de véritables recherches empiriques.

En second lieu, dans une perspective qui s'intéresse aux luttes discursives pour l'hégémonie, l'analyse statique des caractéristiques du discours hégémonique ne suffit pas ; il faut également étudier l'interaction dynamique entre ce discours et les contre-discours qu'il génère inévitablement. Cette tâche est rendue d'autant plus importante que les deux contextes nationaux étudiés ont vu l'émergence récente de nouveaux mouvements politiques (*Podemos* et le *Movimento Cinque Stelle*) dont le discours semble à bien des égards s'inscrire en

faux contre le discours d'austérité en prônant la repolitisation des enjeux économiques. L'approche présentée dans cet article ne démontrera pleinement sa pertinence que si elle permet également de saisir suffisamment finement les caractéristiques de ces contre-discours, d'appréhender la nature exacte de la relation qu'ils entretiennent avec le discours d'austérité, et d'évaluer les perspectives de transformation sociale qu'ils recèlent.

Références

- BOERS Frank, 1997, « "No pain, no Gain" in a Free Market Rhetoric. A Test for Cognitive Semantics? », *Metaphor and Symbol*, vol. 12, n° 4, p. 231-241.
- BORRIELLO Arthur, 2017, « "There Is No Alternative". How Italian and Spanish Leaders' Discourse Obscured the Political Nature of Austerity », *Discourse & Society*, vol. 28, n° 3, p. 241-261.
- , 2014, « L'abolition symbolique du politique, de nécessité vertu : les réformes budgétaires dans les discours du président du Conseil italien », *Politique européenne*, n° 44, p. 154-180.
- BOYER Henri, 1988, « La rigueur pour moderniser la France!... "dans la solidarité". Contribution socio-pragmatique à l'étude des mots slogans du septennat (1981-1988) », *Mots. Les langages du politique*, n° 17, p. 143-148.
- BOURDIEU Pierre, 1998, *Les Règles de l'art, genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Éd. du Seuil.
- CHARTERIS-BLACK Jonathan, 2000, « Metaphor and Vocabulary Teaching in ESP Economics », *English for Specific Purposes*, vol. 19, n° 2, p. 149-165.
- DELMAS Virginie, 2012, « Pour une analyse pluridimensionnelle du discours : le discours politique », *La Linguistique*, vol. 48, n° 1, p. 103-122.
- FAIRCLOUGH Norman, 2001, « Critical Discourse Analysis as A Method in Social Scientific Research », *Methods of Critical Discourse Analysis*, R. Wodak et M. Michael éd., Londres, Sage, p. 121-138.
- FIALA Pierre, 2007, « L'analyse du discours politique : analyse de contenu, statistique lexicale, approche sémantico-énonciative », *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, S. Bonnafous et M. Temmar éd., Paris, Ophrys, p. 73-89.
- FONSECA Pedro et FERREIRA Maria João, 2015, « Through "Seas Never Before Sailed": Portuguese Government Discursive Legitimation Strategies in a Context of Financial Crisis », *Discourse & Society*, vol. 26, n° 6, p. 682-711.
- GAUTHIER Gilles, 1994, « La métaphore guerrière dans la communication politique », *Recherches en communication*, n° 1, p. 131-147.
- GLYNOS Jason et HOWARTH David, 2007, *Logics of Critical Explanation in Social and Political Theory*, New York, Routledge.
- GLYNOS Jason, KLIMECKI Robin et WILLMOTT Hugh, 2012, « Cooling out the Marks. The Ideology and Politics of the Financial Crisis », *Journal of Cultural Economy*, vol. 5, n° 3, p. 297-320.
- GUILBERT Thierry, 2011, *L'Évidence du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite*. Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant.
- HOWARTH David, 2002, « An Archeology of Political Discourse? Evaluating Michel Foucault's Explanation and Critique of Ideology », *Political Studies*, vol. 50, n° 1, p. 117-135.

- LABBÉ Dominique, 1995, « Les métaphores du général de Gaulle », *Mots. Les langages du politique*, n°43, p. 51-61.
- LAKOFF George et JOHNSON Mark, 1985, *Les Métaphores dans la vie quotidienne*, Paris, Éd. de Minuit.
- LE BART Christian, 2003, « L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur », *Mots. Les langages du politique*, n°72, p. 97-109.
- , 1998, *Le Discours politique*, Paris, PUF.
- LEFORT Claude, 1986, *Essais sur le politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Éd. du Seuil.
- LÓPEZ Ana María Rojo et LLOPIS María Ángeles Orts, 2010, « Metaphorical Pattern Analysis in Financial Texts. Framing the Crisis in Positive or Negative Metaphorical Terms », *Journal of Pragmatics*, vol. 42, n°12, p. 3300-3313.
- MAINGUENEAU Dominique, 2009, *Les Termes clés de l'analyse du discours*, Paris, Éd. du Seuil.
- MAIR Peter, 2005, « Popular Democracy and the European Union Polity », *European Governance Papers*, N° C-05-03, 29 p.
- MARCHART Olivier, 2007, *Post-Foundational Political Thought: Political Difference in Nancy, Lefort, Badiou and Laclau*, Edimbourg, Edinburgh University Press.
- MOUFFE Chantal, 2005, *On the Political*, Londres, Routledge.
- SOMMERER Erwan, 2005, « L'école d'Essex et la théorie politique du discours : une lecture "post-marxiste" de Foucault », *Raisons politiques*, n°19, p. 193-209.
- STONE Deborah, 2012, *Policy Paradox. The Art of Political Decision Making*, New York, W. W. Norton.